



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU SUD-EST DE L'EUROPE

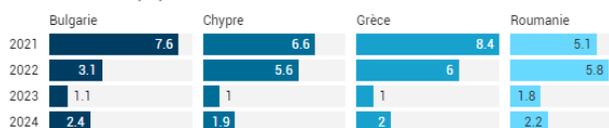
UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ATHENES

N° 7 – Edition du 17 novembre 2022

Les graphiques de la semaine : Prévisions macroéconomiques d'automne de la Commission pour les 4 pays de la région

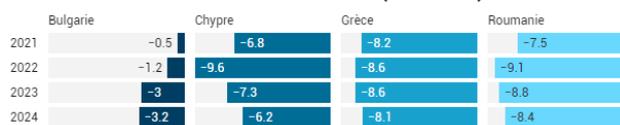
Croissance (%)



Inflation (%)



Balance des transactions courantes (% du PIB)



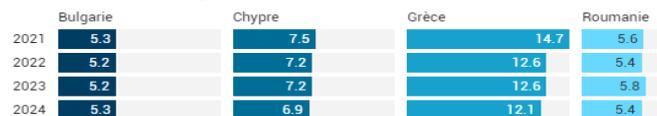
Solde budgétaire (% du PIB)



Dettes publiques (% du PIB)



Taux de chômage (%)



Bulgarie

Macroéconomie et finances

Marché du travail : hausse importante des salaires. Selon [les données préliminaires](#) de l'Institut national statistique, au troisième trimestre 2022, le salaire mensuel brut moyen a augmenté de 14,7 % en g.a. à 891,2 EUR. Les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans les domaines suivants : Agriculture, sylviculture et pêche de +17,8% en g.a.; Administration et sécurité sociale publiques de 17,3 % en g.a. et Commerce et réparation de voitures de +17,3 % en g.a. Au troisième trimestre 2022, le salaire mensuel brut moyen à Sofia s'est accru de 15,6 %, par rapport au même trimestre de l'année

précédente, à 1222 EUR. Fin septembre 2022, le nombre d'employés en Bulgarie était de 2,28 M, quasiment identique à celui de fin septembre 2021.

Prévisions économiques d'automne 2022 de la Commission européenne. Selon [les prévisions d'automne](#) de la Commission européenne, la croissance devrait ralentir de 3,1 % en 2022 à 1,1 % en 2023, en raison de la baisse de la demande intérieure et extérieure. L'augmentation de l'absorption des fonds européens, y compris au titre du PNRR, soutiendrait toutefois l'investissement. L'inflation annuelle, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé, devrait diminuer de 12,8 % en 2022 à 7,4 % en 2023 sous l'effet d'une baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Le déficit public diminuerait progressivement de -3,4 % du PIB en 2022 à -2,8 % du PIB en 2023, tandis que la dette publique augmenterait de 22,5 % du PIB en 2022 à 23,6 % en 2023.

Union européenne: adoption d'une Stratégie de communication en vue de l'adhésion à la zone euro. Le Conseil de coordination pour la préparation de la Bulgarie à l'entrée dans la zone euro a approuvé, le 11 novembre dernier, [une Stratégie de communication](#) en vue de l'adhésion du pays à la monnaie unique. Par ailleurs, le 27 octobre 2022, l'Assemblée nationale avait pris une décision visant à accélérer le processus de préparation à l'adhésion à la zone euro. Selon cette décision : (i) le Conseil des ministres doit, en coordination avec la Banque nationale de Bulgarie (BNB), accélérer les consultations et les négociations avec les partenaires européens en vue de l'adoption de l'euro à compter du 1^{er} janvier 2024 ; (ii) le Conseil des ministres, en coordination avec la BNB et d'autres institutions responsables, doit accélérer le processus de préparation technique pour l'adoption de l'euro.

Enjeux sectoriels et thématiques

Augmentation de 15,8 % en g. a. des émissions de gaz à effet de serre au second trimestre. Selon [Eurostat](#), les émissions de gaz à effet de serre de l'économie bulgare se sont élevées à 15,76 M tonnes d'équivalent CO₂ au second trimestre 2022, en augmentation de 15,8 % en g. a. contre 3 % pour l'ensemble de l'UE (à 905 M tonnes d'équivalent CO₂).

Conférence annuelle sur le PNRR. Le Vice-Premier ministre Atanas Pekanov a souligné, lors d'une conférence annuelle sur le PNRR organisée le [15 novembre](#) par la représentation de la Commission européenne et le gouvernement, l'engagement du pays de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % à l'horizon 2026. Il n'existe toutefois pas de mécanisme précis pour la réalisation de cet objectif. Les 40 experts de la commission pour la transition énergétique (organisme qui soutiendra les autorités dans la préparation des plans territoriaux pour une transition juste) devront analyser l'impact de la fermeture des centrales à charbon du pays sur la période 2030-2038. Selon Céline Gauer, responsable du groupe de travail de la Commission européenne sur le PNRR, les principaux défis du PNRR bulgare sont liés à la suprématie de la loi, à la décarbonation, à la libéralisation du marché de l'énergie, à la réforme sociale et à celle du secteur de la santé.

Procédures au titre du PNRR gérées par le ministère des Innovations et de la croissance. Le [ministère des Innovations et de la croissance](#) soumettra prochainement pour un débat public une troisième procédure, au titre du Plan national de relance et de résilience, relative aux sources d'énergies renouvelables et aux batteries de stockage local d'énergie pour un montant de 200 M BGN (102 M EUR), dont la moitié sera financée par la facilité de relance et de résilience. Les deux premières procédures du PNRR ont concerné les solutions TIC et la cyber-sécurité (procédure [ouverte](#) jusqu'au 19 décembre

2022 ; estimée à 30,6 M BGN, soit 15,6 M EUR) ainsi que la modernisation technologique des PME (pour 260 M BGN, soit 133 M EUR ; le ministère publiera prochainement les entreprises sélectionnées).

Chypre

Macroéconomie et finances

Croissance : Dans ses [prévisions économiques d'automne](#), la Commission européenne a relevé sa prévision de croissance du PIB en 2022 pour Chypre à 5,6% (contre 3,2% dans ses prévisions à l'été et une moyenne de 3,3% en zone euro). La demande interne a soutenu l'activité au premier semestre (+6,3% en g.a.). Les exportations de services ont été gonflées par une saison touristique très réussie, s'approchant des niveaux pré-crise sanitaire en termes d'arrivées (80%) et de recettes (90%). La croissance devrait néanmoins ralentir à partir du T4 2022 en raison du ralentissement de l'économie mondiale, de la hausse des taux d'intérêt et des pressions inflationnistes persistantes, en particulier sur le segment énergétique. L'inflation est ainsi attendue à 8% en 2022, avant de retomber à 4,2% en 2023. La croissance du PIB devrait fortement décélérer, à +1,0% en 2023. La Commission continue d'identifier la dépendance au tourisme et la fragilité des exportations de services professionnels (les cabinets de conseil, audit, avocat sont fortement exposés à la Russie) parmi les principales sources de vulnérabilités. Sur le plan des finances publiques, la trajectoire demeure enfin favorable, un excédent étant attendu dès cette année à 1,1% du PIB et se maintiendrait à moyen terme, jouant positivement sur la dette publique (89,6% du PIB fin 2022 contre 101% en 2021).

Secteur bancaire : La Chambre des Représentants a voté l'extension du gel des saisies jusqu'à fin janvier 2023. Initialement votée en août 2021 pour soulager les emprunteurs dans un contexte de difficultés post-covid, cette loi a depuis été prolongée à plusieurs reprises. [Déploré par le gouvernement](#), qui estime que la loi favorise les emprunteurs défaillants et s'inquiète de la crédibilité de Chypre auprès des investisseurs étrangers, le gel des saisies s'appliquent à certains actifs immobiliers utilisés en tant que collatéral lors de l'emprunt. Sont notamment concernés les maisons individuelles d'une valeur maximale de 350 000 euros, les locaux commerciaux d'une valeur maximale de 750 000 euros et les terrains d'une valeur de 100 000 euros.

Afin de régler les problèmes liés aux prêts non-performants et de mettre un terme au gel des saisies, le gouvernement a lancé deux consultations publiques portant sur (i) un projet de loi [encadrant la gestion des établissements de crédit en cas de crise](#) et la garantie des dépôts et (ii) la [mise en place d'un mécanisme « mortgage-to-rent »](#). Ce dernier permettrait à l'Etat de subventionner les loyers des emprunteurs vulnérables et incapables de restructurer leur prêt, moyennant le transfert de propriété de leur résidence principale à la structure étatique KEDIPES.

Enjeux sectoriels et thématiques

Cryptomonnaies : La [Cyprus's Securities and Exchange Commission \(CySEC\)](#) annonce la suspension de la licence d'exploitation de l'entreprise FTX. Suite à la faillite mondiale de cette plateforme d'échanges de cryptomonnaies, la CySEC a demandé à l'entreprise de suspendre ses activités et de

prendre les mesures adéquates pour la protection des investisseurs. Pour rappel, FTX avait annoncé en septembre avoir reçu l'approbation du régulateur chypriote pour opérer en tant que société d'investissement, ce qui lui permettait notamment d'opérer en Europe.

Grèce

Macroéconomie et finances

Exécution budgétaire janvier-octobre 2022 : le déficit budgétaire s'est élevé à 4,769Mds€, contre un objectif de déficit de 11,027Mds€ (loi de finances 2022) et contre un déficit de 11,497M€ durant la même période de l'année précédente. Un déficit primaire de 349M€ est constaté, contre un objectif de déficit de 6,752Mds€ et contre un déficit primaire de 7,179Mds€ sur la même période 2021. Les recettes nettes du budget de l'Etat se sont élevées à 48,866Mds€, en hausse de 5,257Mds€ (+12,1%), par rapport aux estimations de la loi de finances 2022. Une hausse de 12,6%, par rapport à l'objectif, a été enregistrée pour les recettes fiscales, établies à 45,626Mds€, due principalement aux échelonnement des dettes fiscales de l'année 2021. Les recettes du Budget d'investissement public se sont élevées à 2,591 Mds€, en baisse de 499M€ par rapport à l'objectif (3,090 Mds€). Les dépenses se sont élevées à 53,635Mds€, en baisse de 1,001Mds€ par rapport à l'objectif (54,636Mds€).

Dans ses Prévisions d'automne, la Commission estime que la dynamique puissante enclenchée en 2021 et la forte croissance du premier semestre de cette année (7,8%) devraient porter la croissance du PIB réel grec pour toute l'année 2022 à 6%, bien au-dessus des prévisions antérieures (4%) et de la moyenne de la zone euro (3,2%). Néanmoins, les prévisions pour 2023 ont été drastiquement revues à la baisse, à 1%, contre 2,4% lors des prévisions précédentes, en raison notamment du choc négatif sur les prix de l'énergie. La croissance devrait ensuite redémarrer plus significativement en 2024, anticipée à 2%. Les prévisions d'inflation ont été considérablement revues à la hausse (10% pour 2022) par rapport aux prévisions d'automne (6,3%), pour rendre compte des effets du niveau élevé des prix de l'énergie, mais aussi de la propagation des tensions inflationnistes à d'autres catégories de biens depuis l'automne. Elle devrait ensuite reculer à 6% en 2023 et à 2,4% en 2024. La dette publique devrait poursuivre sa trajectoire baissière pour atteindre 171,1% du PIB en 2022, 161,9% en 2023 et 156,9% en 2024, soutenue par l'augmentation du PIB nominal et la baisse des déficits en 2023 et 2024.

Détente sur les taux souverains obligataires en semaine : le taux grec à 10 ans se situe le 16 novembre (au matin) à 4,28%. Bund allemand à 2,12%. Spread Grèce-Allemagne à 216pb. OAT : 2,59%, taux italien : 4,01% ; UK : 3,32%. Par ailleurs, lundi 14 novembre, la Grèce a levé 200 M€, grâce à la réouverture d'une émission obligataire à 10 ans, à un taux fixe de 1,75%. Le but de la réémission serait d'accroître le volume de liquidités de l'émission en question, selon l'Agence de gestion de la dette grecque.

Enjeux sectoriels et thématiques

Industrie maritime : **Signature d'un accord pour la réorganisation et le transfert complet des chantiers navals d'Elefsis à l'entreprise Onex Elefsis Shipyards**. Cette dernière, basée à New York, est déjà propriétaire des chantiers Neorion de Syros et actionnaire majoritaire d'Elefsis Shipyards depuis 2019.

Elle aura pour mission de relancer l'activité des chantiers d'Elefsis, fortement endettés (à plus de 430 M€). Un investissement direct de 100 M€ est ainsi prévu, ONEX étant soutenu en cela par la banque américaine de développement DFC, ainsi qu'une compensation à hauteur de 13,4 M€ pour les employés. Parmi les objectifs annoncés figurent le maintien de 600 emplois, la création de 400 nouveaux emplois en 3 ans, un apport de 1,6 Md€ pour l'industrie locale et de 1,1 Md€ de recettes pour l'État au cours des 25 prochaines années. L'accord demeure soumis à l'approbation finale d'un tribunal des faillites compétent en la matière. Outre l'État grec, représenté par le ministre du développement et des investissements, Adonis Georgiadis, l'accord a été signé par les différents créanciers ainsi qu'un représentant des employés.

Shipping : [Commande par Maran Gas Maritime pour un méthanier auprès des chantiers navals sud-coréens de Daewoo \(DSME\)](#). D'une valeur de 253 M€ et d'une taille de 174 000 m², le méthanier servira au transport de gaz naturel liquéfié (GNL) et sera équipé d'un moteur à propulsion bicarburant. Avec l'ajout de la commande, le total des commandes enregistrées cette année par DSME atteint 10,4 Mds\$, décomposés en 38 méthaniers, 6 porte-conteneurs et 1 usine offshore.

Tourisme : La [Commission Européenne](#) a présenté un ensemble de propositions de réglementations visant à encadrer les locations touristiques à court terme. Cet ensemble de règles devra permettre d'améliorer la transparence sur l'identification et l'activité de location à court terme (environ un quart de l'offre totale d'hébergement touristique dans l'UE), dans le but de prévenir les locations illégales et de rendre l'écosystème touristique plus soutenable. Les plateformes en ligne comme Airbnb ou Booking.com devront notamment partager leurs données mensuelles sur le nombre d'hôtes et de nuitées avec les autorités publiques. Parallèlement, les États de l'UE seront tenus de surveiller la mise en œuvre des règles et de mettre en place des sanctions en cas de non-respect. Cette [proposition de réglementation intervient quelques semaines après la présentation](#) par la Confédération grecque du tourisme (SETE) de mesures similaires pour faire face au boom de la location à court terme et la réduction de l'offre de logement à long terme en Grèce.

Roumanie

Macroéconomie et finances

La croissance économique ralentit au troisième trimestre, à +1,3 %. [Selon les premières estimations](#) portant sur la croissance économique au troisième trimestre, le PIB national a progressé de +1,3 % au cours de la période. Ce chiffre marque un ralentissement de l'activité, dans un contexte de forte inflation et de resserrement monétaire entrepris par la Banque Nationale de Roumanie. Par ailleurs, l'INS a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour le premier semestre de l'année. Alors que l'institut avait annoncé précédemment une progression du PIB de +5,2 % et de +1,8 % lors des deux premiers trimestres, faisant de la Roumanie l'économie la plus dynamique d'Europe, ces chiffres ont été abaissés respectivement à +1,5 % et +1,3 %. Sur les 9 premiers mois de l'année, la croissance du PIB s'établit à +4,3% par rapport à la même période de 2021.

L'inflation annuelle s'élève à +15,3 % au mois d'octobre. [L'Indice des prix à la Consommation a progressé de +15,3 %](#), en glissement annuel, au mois d'octobre. Les prix ont continué de progresser par rapport au mois de septembre (+1,3 %). L'inflation est alimentée par la hausse des prix des produits

alimentaires (+20,8 % en un an) et de l'énergie, malgré le recul du prix du carburant ce mois (-1,1 %). La hausse des prix s'est par ailleurs largement répandue à l'ensemble de l'économie, l'inflation sous-jacente atteignant un niveau record de +11,9 % en septembre. Grâce aux mesures prises par le gouvernement pour plafonner les prix de l'énergie, la Roumanie n'est plus qu'à la 10^{ème} place des pays de l'UE enregistrant la plus forte inflation, loin derrière les Pays Baltes ou la Hongrie.

Le salaire réel se contracte à nouveau en septembre, malgré la hausse du salaire nominal. L'Institut National des Statistiques a annoncé que le salaire net moyen des Roumains, au mois de septembre, [a atteint pour la première fois les 4 003 RON](#). Le salaire net a ainsi progressé de +13,8 % en un an. Cependant, en raison de la forte inflation, le salaire réel a diminué de -2,1 %. La progression des salaires a été tirée par les très fortes revalorisations accordées aux employés des secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz (+57,4 % par rapport au mois d'août) et de la raffinerie (+114,7 %).

Le gouvernement présente sa dernière révision budgétaire de 2022. Comme pressenti, le gouvernement a présenté [une seconde révision budgétaire](#), après celle votée en juillet. Cette dernière est destinée à adapter le budget 2022 aux dépenses imprévues effectuées au second semestre et relatives, notamment, à l'exécution du mécanisme de plafonnement et de compensations sur les prix de l'énergie. Cette révision budgétaire fait état de recettes et de dépenses en hausse d'environ 100 M EUR. A noter qu'en raison de la hausse des taux d'intérêts souverains, le coût de la dette a progressé d'environ 600 M EUR par rapport aux prévisions initiales. Le gouvernement espère par ailleurs que le budget pour l'année 2023 sera approuvé au début du mois de décembre.

Enjeux sectoriels et thématiques

L'industrie affiche une forte résilience à l'issu des trois premiers trimestres. Malgré la forte hausse des coûts de production, en raison de l'envolée des prix de l'énergie et des pressions sur les salaires, l'industrie roumaine affiche sa résilience. Si l'Indice de Production Industrielle a reculé de -1,6 % au cours des neuf premiers mois, les commandes et le chiffre d'affaires du secteur poursuivent leur progression. Sur la période, les commandes ont en effet cru de +19,4 %, portée par les produits intermédiaires et les produits durables. Dans le même temps, le chiffre d'affaires progresse de +26,6 %, porté par la performance historique du secteur énergétique (+96,6 %).

La Roumanie, 39^{ème} pays le plus attractif pour les investissements verts, selon PwC. PwC vient de publier son étude sur le [financement des infrastructures durables](#). La Roumanie arrive au 39^{ème} rang, sur 61 pays classés, des pays les plus attractifs dans ce domaine. Le rapport souligne les lacunes de l'environnement réglementaire et du climat des affaires ainsi que la faiblesse relative de la croissance verte, malgré un environnement macroéconomique favorable. La Roumanie est le dernier pays européen de ce classement, à 10 places de la Grèce, 17 de la Pologne ou encore 23 de la République tchèque.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes
Rédacteurs : SER Athènes, SE Bucarest, SE Sofia

Pour s'abonner :
Crédits photo :